

JCB/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2015- 1600 /PRES-TRANS
promulguant la loi n° 090-2015/CNT du 19
décembre 2015 portant autorisation de
ratification du Protocole à la Convention de
l'OUA sur la prévention et la lutte contre le
terrorisme, adopté à Addis-Abeba (Ethiopie) le
08 juillet 2004.

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION,
PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

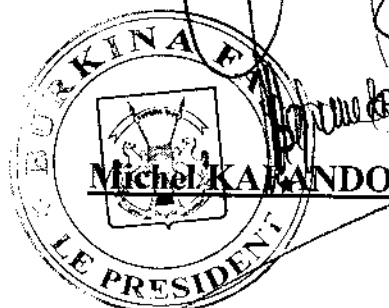
- VU** la Constitution ;
- VU** la Charte de la Transition ;
- VU** la lettre n°2015-130/CNT/PRES/SG/DGSL du 28 décembre 2015 du
Président du Conseil National de la Transition transmettant pour promulgation
la loi n°090-2015/CNT du 19 décembre 2015 portant autorisation de ratification
du Protocole à la Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le
terrorisme, adopté à Addis-Abeba (Ethiopie) le 08 juillet 2004 ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n° 090-2015/CNT du 19 décembre 2015
portant autorisation de ratification du Protocole à la Convention de
l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, adopté à
Addis-Abeba (Ethiopie) le 08 juillet 2004.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 28 decembre 2015



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**CONSEIL NATIONAL
DE LA TRANSITION**

IV^E REPUBLIQUE

LEGISLATURE DE LA TRANSITION

LOI N°090-2015/CNT

**PORTANT AUTORISATION DE RATIFICATION DU PROTOCOLE
A LA CONVENTION DE L'OUA SUR LA PREVENTION ET LA
LUTTE CONTRE LE TERRORISME, ADOPTE A ADDIS-ABEBA
(ETHIOPIE) LE 08 JUILLET 2004**

LE CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la transition ;

Vu la résolution n°001-2014/CNT du 27 novembre 2014, portant validation du mandat des membres du Conseil national de la transition ;

a délibéré en sa séance du 19 décembre 2015
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

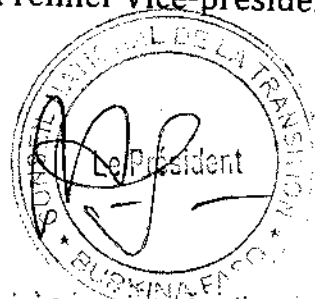
Le gouvernement du Burkina Faso est autorisé à ratifier le Protocole à la Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, adopté à Addis-Abeba (Ethiopie) le 08 juillet 2004.

Article 2 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 19 décembre 2015

Pour le Président du Conseil
national de la transition,
le Premier Vice-président.



Honoré Lucien NOMBRE

Le Secrétaire de séance

Kourouboundou René LOMPO

